

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be "

Etude / Plus de 160.000 membres ont déserté les formations politiques en 20 ans

Le gros coup de blues des partis

L'ESSENTIEL

- Les partis ne cessent de perdre des adhérents.
- La fragmentation croissante du paysage politique rend la prise de décision périlleuse.
- Et l'adaptation des partis au fédéralisme belge s'avère difficile.
- Des constats qui expliquent les paralysies du système.



LA N-VA de De Wever est la seule formation dont le nombre de membres ne cesse de croître ces dernières années. © BELGA.

Une étude réalisée par le centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'ULB présente l'évolution des formations politiques en Belgique, appelées à se transformer pour satisfaire aux nouvelles exigences des citoyens. Elle met en exergue les difficultés qu'elles éprouvent à s'adapter à la nouvelle donne fédérale et explique au passage les blocages persistants du système belge.

La demande accrue d'une démocratie plus participative a diminué le poids des structures intermédiaires des partis, comme les fédérations, en privilégiant une relation plus directe entre le

centre et les adhérents de base. Cette exigence citoyenne s'est notamment traduite par le passage à l'élection directe du président par ses adhérents. Le PSC fut le premier à l'inaugurer suivi du PRL en 1987, du VLD en 1992, du CVP en 1993, du SP en 1995 et du PS en 1997.

La succession des scrutins démobilise aussi les adhérents qui s'essouffent dans une campagne quasi permanente

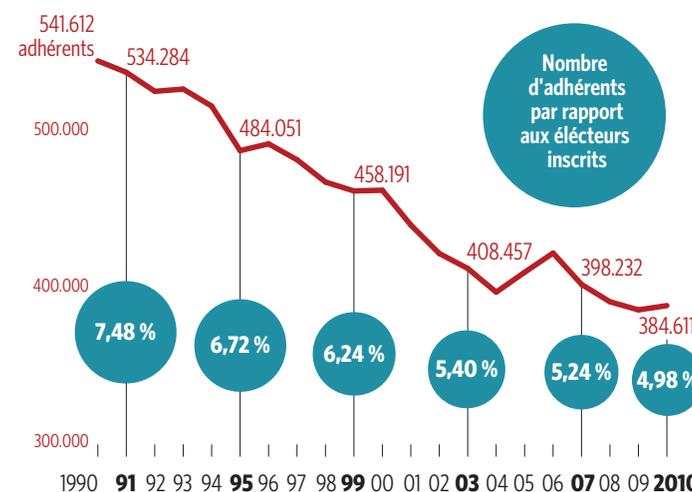
Les auteurs constatent que la mesure n'a pas toujours été un gage de participation. Dans nombre de formations et en particu-

lier au CD&V, le candidat à la présidence se présentait seul ou face à un candidat anonyme. Il n'empêche : l'élection directe a permis d'assister à des joutes passionnantes, comme celle de Charles Ferdinand Nothomb face à Joëlle Milquet en 1996. Ou d'Alexander De Croo face à Marino Keulen en 2009.

Mais cette mesure, censée revaloriser le rôle et la fonction d'adhérent de parti, n'a pas freiné l'érosion du nombre des affiliés. Le nombre d'adhérents diminue dans tous les partis européens. Le phénomène est identique chez nous, alors que le taux d'adhésion belge (13 %) était jus-

LES ADHÉRENTS AUX PARTIS POLITIQUES

LE SOIR - 31.10.11



qu'à il y a peu très supérieur à la moyenne européenne. Dès le milieu des années 80, la tendance s'inverse dans notre pays. La plupart des partis (à l'exception notable de la N-VA) enregistrent une érosion régulière de leurs effectifs. En l'espace de 20 ans, le nombre estimé d'adhérents est passé de 541.000 membres en 1990 à 384.000 en 2010. Les auteurs ont calculé le taux d'adhésion : le rapport entre les électeurs inscrits et le nombre d'adhérents a chuté sous la barre des 5 %. Moins d'un Belge sur 25 est aujourd'hui membre d'un parti.

Autre tendance forte soulignée par les auteurs de l'étude : la frag-

mentation croissante du paysage politique. Dans les années '50, les partis socialistes et sociaux-chrétiens recueillaient 80 % des suffrages. Leur poids politique a aujourd'hui diminué de moitié. Lors des élections de 2010, les familles socialiste et sociale-chrétienne pesaient moins de 40 % des voix (39,32 %). La fin du caractère dominant de ces partis s'accompagne d'une fragmentation importante du paysage politique, surtout en Flandre, où le CVP cesse, dans les années 90 d'être le premier parti du Nord. « On assiste à une énorme fluidité des partis en Flandre », constate Pascal Delwit. En 15 ans, entre

les scrutins de 1995 et de 2010, quatre partis se sont octroyé le leadership, le CD&V en 1995, le VLD en 1999 et 2003, le cartel CD&V/ N-VA en 2007 et 2009 et la N-VA en 2010. « Cette nouvelle configuration, où les hiérarchies se modifient sans cesse influe sur le comportement des partis rendus timorés par tout compromis qui pourrait leur coûter cher au scrutin suivant », fait observer le politologue.

L'adaptation des partis au fédéralisme s'avère difficile : la succession des scrutins (8 entre 1999 et 2010) coûte cher aux partis et démobilise les adhérents qui s'essouffent dans une campagne électorale quasi permanente.

Le découplage des scrutins a entraîné l'asymétrie entre les majorités fédérales et régionales. Certains partis au pouvoir à certains niveaux ne le sont pas à d'autres. Cette nouvelle donne affecte la prise de décision en Belgique et rend impossible la globalisation des dossiers. Et ne facilite pas le travail de lecture de certains compromis pour les citoyens. Une explication, parmi d'autres, sans doute, de la chute des adhérents à un parti. ■

DIRK VANOVERBEKE

Les partis politiques en Belgique, par Pascal Delwit, Jean-Benoît Pilet et Emillie Van Haute, 370 p., Editions de l'Université de Bruxelles.